

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Geldwäscherei</b>
Akteure	<b>Merlini, Giovanni (fdp/plr, TI) NR/CN</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2024</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Geldwäscherei, 2019 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Geld, Währung und Kredit	1
Kapitalmarkt	1

## Abkürzungsverzeichnis

<b>WAK-SR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
<b>GwG</b>	Geldwäschereigesetz
<b>FIDLEG</b>	Finanzdienstleistungsgesetz
<b>FINIG</b>	Finanzinstitutsgesetz
<b>DLT</b>	Distributed Ledger Technology

---

<b>CER-CE</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
<b>LBA</b>	Loi sur le blanchiment d'argent
<b>LSFin</b>	loi sur les services financiers
<b>LEFin</b>	Loi fédérale sur les établissements financiers
<b>DLT</b>	Distributed Ledger Technology

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Geld, Währung und Kredit

#### Kapitalmarkt

**MOTION**  
DATUM: 20.03.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Les nouvelles technologies financières, et notamment le «blockchain», attisent de nombreux débats au quotidien. Face à la prolifération de ces technologies et l’arrivée des cryptomonnaies dans la sphère financière, Giovanni Merlini (plr, TI) pointe du doigt l’inadéquation entre ces nouvelles technologies et nos instruments judiciaires et administratifs. Il a donc depose une motion qui charge le Conseil fédéral de rendre applicable aux cryptomonnaies les **instruments procéduraux des autorités judiciaires et administratives**. Il estime qu’il existe actuellement des lacunes qui renforceraient l’extorsion de fonds et le blanchiment d’argent. De plus, il explique que les autorités judiciaires et administratives n’ont pas les instruments procéduraux adaptes aux cryptomonnaies dans le cadre de la protection des valeurs patrimoniales.

De son côté, le Conseil fédéral a propose de rejeter la motion. Bien qu’il avoue qu’une problématique existe, il rappelle qu’un groupe de travail a été constitue afin de développer des solutions éventuelles. Il considère donc que l’acceptation de la motion serait prématurée. De plus, il a precise que de nombreuses problématiques de ces nouvelles technologies étaient déjà prises en compte par la loi sur le blanchiment d’argent (LBA), et les lois sur les services financiers (LSFin) et les etablissement financiers (LEFin).

Finalement, le Conseil national a adopte la motion par 99 voix contre 83 et 10 abstentions. Des alliances heteroclites ont decide du sort de cet objet. Le Parti socialiste, rejoint par les vert’libéraux, le PDC, le PBD et 12 voix du Parti libéral-radical ont fait pencher la balance en faveur de l’acceptation de l’objet. Ainsi, les voix de l’UDC, des verts et de 13 libéraux-radicaux n’ont pas été suffisantes pour s’opposer à la motion. En outre, la division au sein du PLR a entraıne 7 parlementaires du groupe à s’abstenir.<sup>1</sup>

**MOTION**  
DATUM: 10.09.2020  
GUILLAUME ZUMOFEN

La motion Merlini (plr, TI) vise une adaptation des **instruments procéduraux des autorités judiciaires et administratives** pour répondre aux **nouvelles technologies financières** comme le «blockchain». Après analyse, la Commission de l’économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE) propose, à l’unanimité, le rejet de la motion. En effet, elle estime que le projet de loi fédérale sur l’adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribues (TRD) 19.074 répond entièrement à la problématique soulevée par le depute tessinois. La **motion a été rejetée sans opposition par la chambre des cantons**.<sup>2</sup>

1) BO CN, 2019, pp.474

2) BO CE, 2020, p.733; Communiqué de presse CER-CE du 21.08.2020; Rapport CER-CN du 21.08.2020